

Déclaration unitaire Intersyndicale du 10 octobre 2017

Les syndicats de la Fonction Publique :

CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, soutenus par leurs Unions Départementales se sont mobilisés avec vous aujourd'hui parce qu'il est temps de dire STOP!

Nous arrivons au terme de cette manifestation, ce rassemblement en Intersyndicale a permis de réunir de nombreux agents publics, nous saluons l'ensemble des agents de la Fonction Publique, les retraités et les usagers.

Nous venons vous rappeler les raisons de notre manifestation :

- 120 000 suppressions d'emplois dans les 3 versants de la Fonction Publique
- Gel du Point d'indice pour 2018
- Retour du jour de carence
- Hausse de la CSG et incertitude sur les compensations

Nous sommes venus pour exprimer notre mécontentement face aux mesures annoncées par le gouvernement qui sont bien loin des promesses tenues par Monsieur Macron dans sa lettre aux agents publics d'avril 2017.

Le chef de l'état nous a menti et continue de nous mentir !

Depuis le quinquennat, les annonces se succèdent et le gouvernement envoie des signaux inquiétants et annonce d'autres réformes, des réformes que les agents subissent, sans y être associés, sans qu'aucun bilan ne soit jamais effectué.

Sans mener au préalable une réflexion transversale sur les missions de services publics et leur bon niveau d'exercice qui obligent sans cesse les usagers à s'adapter aux services publics alors que ce devrait être l'inverse.

De ces réformes à la va-vite, il y en a marre !

Nous mettons en garde l'exécutif et contestons ses méthodes, vouloir bousculer notre modèle social en quelques semaines est dangereux !

Nous nous rappelons votre promesse non tenue de gain de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et les efforts demandés aux retraités.

Nous ressentons amertume et colère !

Les agents publics ne peuvent être réduits à un coût ni à une variable d'ajustement budgétaire.

Notre apport à la richesse nationale doit être reconnu, notre investissement de travail doit être valorisé !

La réalité dans nos services, notre quotidien dans les établissements hospitaliers et les maisons de retraite du public, ce sont des agents épuisés par leurs conditions de travail plus que difficiles, des personnels soignants qui jonglent avec 400 h supplémentaires, impossibles à récupérer !

Appliquer des méthodes de productivité dans un service de soin est contre-productif !

Les coups de rabots dans les effectifs, ça veut dire suppression de l'accueil du public du service de l'Etat pour les permis de conduire et les cartes grises.

Obligation de faire ses démarches par internet, ayant pour conséquence de mettre en difficultés les personnes éloignées des nouvelles technologies.

L'état veut réduire "globalement " les dépenses publiques mais la suppression brutale des salariés en contrat aidé qui remplissent des missions de service public local, aux côtés des agents territoriaux est un mauvais calcul à court terme.

Il ne tient pas compte de la réalité des missions de service public et de leurs besoins en personnel, ni du respect du travail et de l'engagement de ces personnes en parcours d'insertion professionnelle.

Suite à cette décision du gouvernement, dans l'éducation nationale, les directeurs d'écoles n'ont plus la possibilité d'avoir une assistance administrative.

Dans les communes, le bon fonctionnement des centres de loisirs municipaux, les cantines scolaires, les EHPADS, les services techniques ou administratifs, les postes d'accueils sont aussi fragilisés par la suppression de ces personnels, avec forcément un impact négatif pour les usagers et la qualité du service public.

Toutes organisations syndicales confondues, nous ne cautionnons pas un dispositif qui génère aussi de la précarité, du temps partiel contraint et du travail mal payé.

Mais supprimer une partie de ces emplois sans offrir d'autres possibilités sérieuses revient à écarter à nouveau les personnes les plus fragiles de l'emploi.

Par conséquent, nous demandons des emplois statutaires et pérennes pour ces missions.

À la police municipale, les policiers voient leurs situations professionnelles se dégrader dans les communes du territoire et sont exaspérés.

Le choix du gouvernement a pour conséquence d'alourdir la charge de travail des policiers, sans réflexion globale regroupant l'ensemble des corps de sécurité et sans alternative proposée au moment même où la délinquance perdure et que le risque terroriste demeure.

- Le gel du point d'indice qui sert au calcul du salaire de base a été bloqué durant 6 années consécutives.

De plus pour 2018, il y a menace de la perte de l'unicité du point d'indice pour toutes les fonctions publiques.

- La perte du pouvoir d'achat a été de 8%, un blocage du point d'indice est à nouveau annoncé.

- Au 1^{er} janvier 2018, les salaires des fonctionnaires vont baisser en raison de la hausse de la CSG de 1,7%. La compensation annoncée par le gouvernement reste floue, elle ne sera pas complète et pour tous.

C'en est trop de pas assez !

- Le retour du jour de carence ! Pourquoi ? Pour punir les fainéants ?

N'oublions pas l'effet pénalisant pour les agents qui souffrent de pathologie chronique et invalidante et ceux atteints de maladie qui les obligent à des périodes de repos forcées. C'est surtout un excellent levier de communication pour le gouvernement afin de stigmatiser les fonctionnaires. Arrêtons d'opposer le public au privé.

Pour sortir de l'ornière, il faudrait que nos dirigeants acceptent un dialogue social à la taille des enjeux et des défis à relever sur l'ensemble de nos territoires. Mais rien de tout cela n'est prévu pour l'instant dans les cartons du gouvernement, par conséquent, nous demandons une véritable négociation et la suppression de la journée de carence.

Nous nous battons pour obtenir des moyens au service de nos missions et une juste rémunération et des vrais emplois pour tous.

Nous nous battons pour obtenir l'amélioration de nos conditions de travail et une pleine reconnaissance de nos missions !

Parce que le service public est une richesse et ses agents aussi !